Rapport de parrainage

Sécurité alimentaire pour les petits paysans

Juillet 2022

Chère marraine, cher parrain,

Au Honduras, les répercussions du réchauffement climatique se font de plus en plus sentir. Au sud du pays en particulier, les familles paysannes doivent s'adapter à ces changements et continuer à produire suffisamment de denrées alimentaires dans un contexte politique et économique difficile. L'EPER leur offre des formations et les soutient dans la transformation et la commercialisation de leurs produits, ainsi que dans la défense de leurs droits à la terre et à l'eau.

Un grand merci pour votre soutien.

Leticia Flores
Directrice pays Honduras

Anne-Marie Fuchsluger
Parrainages

EPER
Pain pour le prochain.

Agroécologie et accès à l'eau dans les zones arides

Les familles paysannes au Honduras améliorent leurs moyens de subsistance et protègent leur droit à la terre et à l'eau.

Au Honduras, 68 % de la population vit dans la pauvreté, et près de la moitié dans une extrême précarité. Avec les changements climatiques, les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les ouragans et les périodes de sécheresse sont devenus monnaie courante. La situation politique est marquée par la répression, la corruption, les violations des droits humains et les inégalités sociales extrêmes.

L'EPER s'engage pour améliorer les conditions de vie des familles de petit·e·s paysan·ne·s vivant au sud du pays et renforcer leur résilience. En effet, dans la fameuse « zone aride » du Honduras, les récoltes suffisent à peine à se nourrir. En outre, beaucoup de communes doivent lutter contre des lois favorisant les entreprises minières qui violent les droits humains et environnementaux des familles paysannes, ou l'octroi de licences pour ces entreprises. L'EPER encourage les cultures biologiques, améliore l'accès à l'eau et soutient les petit·e·s paysan·ne·s dans la lutte pour leurs droits.

Irrigation et semences

L'année passée, l'EPER a donné des formations et des ateliers sur l'installation de conduites d'eau et d'infrastructures sanitaires dans 20 communes, en collaboration avec son organisation partenaire locale Asociación de Desarrollo Pespirense (ADEPES). Deux cent soixante familles ont mis en place des systèmes d'irrigation dans leurs jardins. Elles ont ainsi pu utiliser l'eau de manière efficiente et augmenter leur production. Les familles paysannes bénéficient aussi régulièrement de formations en méthodes d'agroécologie et utilisent des semences locales adaptées au climat. Des comités de recherche ont été formés pour faire face aux périodes de sécheresse critiques. Ils ont constitué leurs propres réserves de semences de haricots et de maïs, ce qui leur permet de garantir l'approvisionnement, même durant les périodes de sécheresse.

Commercialisation et crédits

Les familles paysannes peuvent vendre les fruits qu'elles ne consomment pas à une entreprise de transformation de fruits qui fonctionne comme une coopérative : la Asociación Pespirense de Productores Agropecuarios Limitada (APRAL).

Des familles vendent des produits de leur ferme et des semences.

L'EPER a également instauré un système de crédit pour les agricultrices, les agriculteurs et les microentreprises souvent fondées par des jeunes gens. Ils bénéficient ainsi plus facilement de conseils et de crédits. Actuellement, 54 caisses d'épargne et banques de crédit sont soutenues en comptabilité et en administration et reçoivent un capital de départ. Elles investissent à leur tour leurs gains dans de nouveaux projets en soutenant des familles et entreprises impliquées dans ce système.

Défense du territoire

Le gouvernement cède de plus en plus de zones d'emploi et de développement économique (ZEDE), soumises à des règles attrayantes pour les investisseuses et les investisseurs. Ce faisant, il bafoue les droits de la population locale. Grâce à un lobbying intensif, les trois municipalités de Pespire, San Isidro et San José ont désormais été reconnues « communes sans exploitation minière ». Ainsi, elles ne peuvent pas être utilisées comme ZEDE. L'EPER s'engage également pour l'application juridique des mesures de protection pour les personnes qui se sont exposées en défendant leur territoire et dont la vie et l'intégrité physique sont menacées.

Javier Espino : « J'aime le travail dans les champs, car celui-ci me permet de nourrir ma famille. »

Portrait

« Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir »

« Je m'appelle Javier Espino. Je suis agriculteur et je vis avec ma femme Ledys et nos deux enfants dans la maison de ma belle-mère, située dans la commune de Nacaome. Nous louons un lopin de terre où nous cultivons du maïs. Nous possédons également un petit jardin avec des ananas, des légumes, des bananes, des arbres fruitiers et des haricots. Ledys l'a agrémenté de fleurs. L'agriculture est notre moyen de subsistance. Nous vendons une petite partie de notre récolte pour acheter des choses que nous ne trouvons pas dans notre commune.

J'ai découvert l'EPER à l'occasion d'une formation sur les méthodes de culture écologiques. C'était très intéressant pour moi. Nous avons tout de suite mis en pratique les connaissances acquises dans nos jardins, et partagé nos expériences avec d'autres personnes de la commune. En ce moment, je suis représentant du comité de recherche agricole régional. Nous nous engageons pour la préservation des semences locales et en constituons des réserves. La terre nous nourrit : nous devons la protéger. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir, mais nous avons déjà constitué des réserves de maïs. Mon rêve, ce serait d'avoir ma propre maison avec un jardin. »

En 2021, grâce à votre soutien

85 500 personnes ont obtenu un accès protégé à la terre, ce qui représente 89 000 hectares. 217 000 femmes et hommes ont pu améliorer les rendements de leurs récoltes. Au Honduras, 7720 petits paysans et paysannes ont eu un meilleur accès à l'eau, aux semences et à des formations en agroécologie.

Merci de tout cœur.

Sandra Lizeth Reyes Sánchez (droite) : « J'aimerais que les femmes aient plus d'espaces pour s'exprimer. »

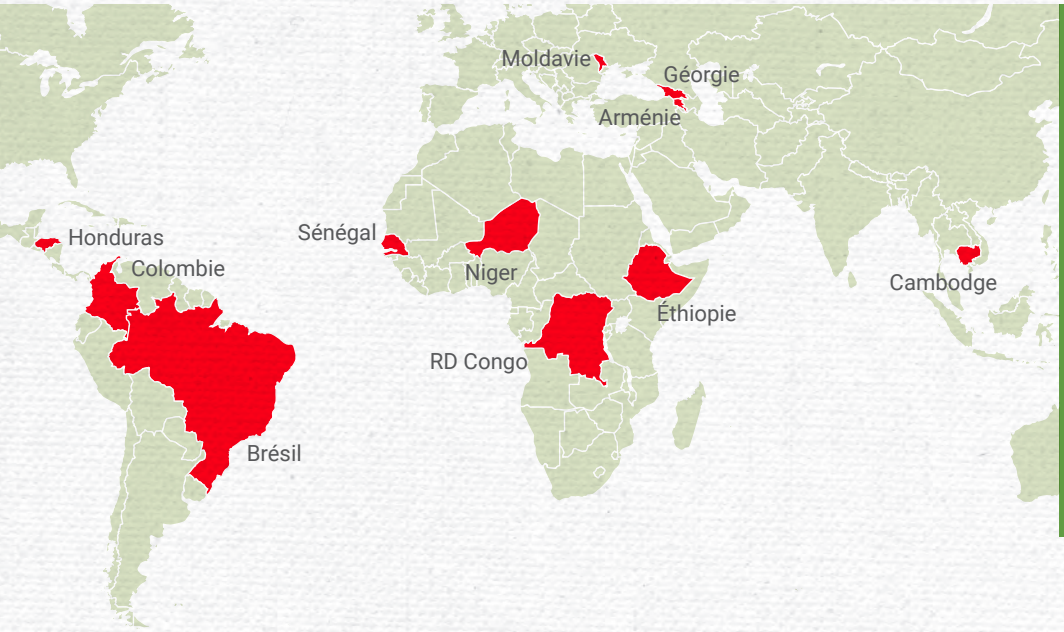
Portrait

Protéger les biens communs et les droits humains

« Je m'appelle Sandra Lizeth Reyes Sánchez. J'ai 35 ans et je vis avec mon mari et nos quatre enfants à Pespire. J'ai rejoint l'organisation Grupo Impulsor Pespire en 2015. Nous nous engageons pour la protection des biens communs et des droits humains. À l'occasion des formations d'ADEPES, j'ai appris à adopter une position de leader, à représenter des intérêts politiques et à mener des négociations avec le gouvernement local en tant que femme.

Je m'engage également pour le droit des familles de petit·e·s paysan·ne·s au sein du réseau pour l'environnement Movimiento Ambientalista Social del Sur por la Vida (MASSVida). Grâce à un lobbying politique, nous avons obtenu l'année passée que Pespire soit reconnue ‹ commune sans exploitation minière ›. Elle ne peut donc pas être utilisée comme zone d'emploi et de développement économique. Je suis très contente de cette nouvelle car ces dernières nuisent à l'environnement et violent les droits de la population locale. Au début, certaines personnes de ma famille n'étaient pas enthousiastes que je m'engage dans ces organisations. Mais j'ai pu faire changer d'avis quelques-unes et même les convaincre de participer. Je suis heureuse d'être la femme que je suis aujourd'hui : une gardienne de la vie. »

Pays où se déroulent les projets



Parrainage Sécurité alimentaire pour les petits paysans

Les petits paysans cultivent environ 60% des surfaces et produisent l'essentiel des denrées alimentaires. Pourtant, beaucoup n'en tirent pas des revenus suffisants. Votre parrainage aide les familles paysannes à mieux vivre de leurs récoltes.

EPER
Pain pour le prochain.

ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

Siège romand
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
CH-1001 Lausanne

+41 21 613 40 70
parrainages@eper.ch
eper.ch
IBAN CH61 0900 0000 1000 1390 5